



CCIQ

Centre Culturel Islamique de Québec

المركز الثقافي الإسلامي بكيبيك

Québec, 26 janvier 2021

Le Très honorable Justin Trudeau
Premier ministre

Gouvernement du Canada
Ottawa, Ontario K1A 0K9

L'Honorable Bill Blair
Ministre de la Sécurité publique et de la
Protection civile

Gouvernement du Canada
Ottawa, Ontario K1A 0K9

Objet: Urgence d'interdire les armes de poing face à leur prolifération sans précédents

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Ministre,

Dans quelques jours, depuis le 29 janvier 2017, quatre années se seront écoulées depuis qu'un jeune homme a utilisé **une arme de poing et cinq chargeurs de dix balles** qu'il possédait tous légalement pour tuer six de nos frères, blesser sévèrement 5 autres dont un qui est devenu paraplégique, traumatiser à vie trente-cinq autres rescapés dont 3 enfants, en plus des centaines de fidèles fréquentant la Grande Mosquée de Québec, et troubler la population canadienne connue pour sa non-violence et sa quiétude, le tout en moins de deux minutes.

Vous avez depuis promis d'interdire les armes d'assaut (incluant l'arme avec laquelle le tueur a tenté de débiter son carnage mais qui s'est enrayée, heureusement) et concrétisé cet engagement avec une série de décrets annoncés en mai 2020. Nous reconnaissons vos efforts et ceux du gouvernement et nous vous en remercions sincèrement, tout en vous exhortant de poursuivre en ce sens afin de compléter l'interdiction et de l'enchâsser dans la loi, en plus de respecter votre promesse électorale de déployer un programme de rachat obligatoire qui retirera l'ensemble de ces armes de notre société.

Aujourd'hui cependant, soit quatre années après le massacre de la Grande Mosquée de Québec, le même pistolet et les mêmes chargeurs de dix balles demeurent tout aussi disponibles sur le marché pour les citoyens ordinaires qu'ils ne l'étaient en janvier 2017.

Promesses électorales

Pourtant, en 2015, le Parti libéral a été élu sur la base de la promesse de « **débarrasser nos rues des armes de poing et des armes d'assaut** » pendant qu'en 2019, votre parti a promis de collaborer avec les provinces et les territoires « **pour donner aux municipalités la capacité de restreindre ou d'interdire les armes de poing** ». Et bien que nous considérions des interdictions municipales extrêmement malavisées, et préférions fortement une interdiction pancanadienne (comme le souhaitent par ailleurs aussi **69 % des Canadiens**), on ne peut que déplorer l'absence totale de progrès législatif en lien avec les armes de poing. Votre gouvernement aurait pu, au minimum et depuis longtemps, instaurer un moratoire sur l'importation et la fabrication domestique de telles armes afin de limiter le problème, comme l'ont demandé nos collègues de Polytechnique **en novembre 2019**.

Prolifération sans précédent

Pendant cette inaction gouvernementale, le nombre d'armes de poing au Canada continue d'augmenter à des niveaux record. Selon les **données provenant de votre ministère**, il y avait plus d'un million (1,054,164)

d'armes de poing enregistrées au Canada en 2019. C'est 630,000 armes supplémentaires comparativement à 2012 (alors qu'il y en avait [467,146](#)), une augmentation de plus de 135%!

En ce qui concerne l'année 2020, [le manufacturier Glock a tout récemment déclaré](#) que ses ventes de pistolets ont vu une augmentation sans précédent au Canada en 2020 et, ce, grâce à la demande élevée pour le même modèle qui a été utilisé dans le cadre du massacre à notre Mosquée, soit le pistolet « G17 Gen 5 », outre le plus petit modèle « G19 Gen 4 » [fait spécialement pour s'adapter aux lois canadiennes](#). En plus d'avoir observé « une hausse constante ces dernières années », le directeur des ventes canadiennes de Glock précise que leur chiffre d'affaires a bondi de plus de 20 % en 2020, avec plus de 15,000 de pistolets vendus.

Ces informations reflètent les nombreux constats à travers le pays comme quoi les ventes d'armes de poing et d'assaut auraient explosé à partir du moment que votre parti a déclaré son intention de les bannir ou les restreindre davantage, avec une autre accentuation causée par la pandémie.

"As a business, the firearm industry was very Covid-friendly, so to speak. In Canada, you can purchase a pistol online. That's not something you can do in the U.S. Covid didn't really interrupt the ability of people to purchase the product. Certainly people could purchase and receive the product online."

En somme, le nombre d'armes de poing au Canada a plus que doublé dans les dix dernières années seulement.

Appui public

Pourtant, les sondages montrent invariablement qu'environ [7 Canadiens sur 10](#) appuient l'interdiction des armes de poing, dont celui de la firme Angus Reid en début mai 2020 (67 %) et celui de la firme Ipsos Canada à la fin mai 2020 (71 %). C'est dire que lorsque nous vous interpellons sur la question des armes de poing, nous ne représentons pas uniquement les victimes de ces armes mais nous reflétons catégoriquement la volonté de la grande majorité des Canadiens.

Armes particulièrement dangereuses

C'est parce que nos concitoyens et concitoyennes reconnaissent, comme nous, les risques associés à la prolifération des armes de poing. Outre la catastrophe flagrante au sud de la frontière causée par l'accès facile à ce type d'armes, il est évident qu'il s'agit d'objets particulièrement dangereux, considérant la facilité avec laquelle ils peuvent être dissimulés ainsi que la puissance de tir et les caractères militaires de certains modèles.

De nombreuses armes de poing utilisées dans des crimes arrivent illégalement des États-Unis, comme le pistolet Glock faisant partie [de l'arsenal utilisé](#) par le tireur en Nouvelle-Écosse en avril 2020. En même temps, nombreuses de ces armes sont volées à leurs propriétaires légaux, comme le « Smith & Wesson M&P40 » utilisé à Danforth en juillet 2018. En effet, entre 2001 et 2017, quelques [9 000 armes de poing ont été volées de propriétaires légaux](#), dont environ mille ont été récupérées. Près de 8 000 demeurent donc, par définition, entre les mains de criminels. Il arrive aussi que ces armes soient achetées légalement par des intermédiaires puis vendues illégalement (« [straw purchases](#) ») ou qu'elles soient, comme dans notre cas, utilisées par leurs propriétaires légaux... D'où l'importance de combattre simultanément l'accès légal et l'accès illégal.

Comme aux États-Unis, ce sont les armes de poing qui sont le type d'armes à feu le plus souvent utilisé au Canada pour commettre des homicides, soit **57 % des 249 homicides par balles en 2018** (avant 1990, c'était les armes d'épaule).

Chargeurs à grande capacité

De plus, rien n'a été fait pour éliminer la disponibilité de chargeurs qui sont facilement modifiables à leur pleine capacité illégale. En plus des auteurs des tragédies à notre Mosquée, à Moncton et au Métropolis à Montréal, nous avons récemment appris que celui qui a fait quatre morts, dont deux policiers, à Fredericton en 2018 avait **lui aussi modifié son chargeur** pour qu'il accepte plus de balles que la limite légale.

Permettre des accessoires comme des chargeurs de dix balles qui ne servent pas à la chasse ni au tir sportif légitime facilitent les tueries de masse est inadmissible pour la majorité des Canadiens. Pire, la loi encadrant les chargeurs est depuis longtemps devenue inadéquate considérant les échappatoires et des mauvaises interprétations qui ont vu le jour à travers les ans. Il est temps de corriger ces failles et de limiter le nombre maximal de balles à 5 pour toutes les armes sans exceptions, **comme le veulent 71 % des Canadiens**.

Honorables ministres, nous applaudissons sans réserve les importantes avancées en matière de contrôle des armes mises de l'avant par le gouvernement libéral actuel, bien que l'ensemble des mesures adoptées jusqu'à maintenant attendent encore à se concrétiser sur le terrain. Néanmoins, il ne nous est pas possible de passer sous silence la question criante concernant les armes de poing : six ans après votre première promesse, quatre ans après la tuerie à notre Mosquée, deux ans et demi après la tuerie à Danforth, rien n'a encore changé en lien avec la disponibilité et la possession des armes de poing au Canada, pendant que leur nombre ne cesse de proliférer.

Comme vous, nous aimons notre pays, un pays de générosité où ses citoyen-e-s vivent et vivront en paix loin de la violence due aux armes.

En espérant pouvoir très bientôt connaître vos intentions à ce sujet, je vous prie de bien vouloir accepter mes salutations les plus respectueuses et l'expression de ma haute considération.

Sincèrement vôtre,

(Signature électronique retirée pour cette version publique)

Boufeldja Benabdallah
Cofondateur et porte-parole
Centre culturel islamique de Québec

cc. Pablo Rodriguez, David Lametti, Jean-Yves Duclos, Joël Lightbound, Sameer Zuberi